



AFRICAN UNION  
INTERAFRICAN BUREAU  
FOR ANIMAL RESOURCES



**Centre de l'IGAD pour le développement des zones  
pastorales et de l'élevage**

# La Contribution de l'élevage à l'économie de Djibouti

décembre 2015

Le présent document a été publié en vue d'une révision par le Centre de développement des zones pastorales et de l'élevage de l'IGAD (ICPALD). Il a été élaboré par George Oyoko, Robert Too, Rachael Masake et Diana

Onyango

VEDAMAN Consultants Limited,

Nairobi, Kenya

|

# La contribution de l'élevage à l'économie Djibouti

décembre 2015

## CLAUSE DE NON-RESPONSABILITE

Les opinions des auteurs, exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les points de vues de l'IGAD, du Centre de développement des zones pastorales et de l'élevage de l'IGAD (ICPALD) ou du gouvernement de Djibouti ou de leurs représentants.

## **REMERCIEMENTS**

Le centre de l'IGAD pour les zones pastorales et le développement de l'élevage (ICPALD) tient à remercier Vedaman Consultants Ltd (Dr. Rachael et les membres de son équipe) pour leur excellent travail effectué au sein des états membres et la production de ce rapport. Le centre de l'ICPALD aimerait également remercier très sincèrement les membres du département élevage de l'ICPALD pour leur soutien constant et dévoué mais aussi pour les apports techniques qui ont rendu possible la mise en évidence de l'apport de l'élevage au produit intérieur brut (PIB) de la République du Soudan du Sud, la République de Djibouti; la République de l'Erythrée et la République fédérale de la Somalie.

L'ICPALD remercie également les ministères chargés de l'élevage, les experts du Bureau national de la statistique, les autres fonctionnaires du gouvernement de la République du Soudan du Sud, la République de Djibouti, République de l'Erythrée et la République fédérale de Somalie, qui ont pris le temps de leur horaire chargé pour localiser de nombreux documents et rapports et ainsi contribuer aux discussions clés des informateurs qui ont servi de sources de données clés pour l'étude.

Enfin, nous tenons également à remercier les principaux acteurs - associations de producteurs de bétail, les commerçants et les transformateurs du bétail qui ont contribué aux études dans les quatre pays.

Dr. S. J. Muchina Munyua  
Directeur ICPALD

## SOMMAIRE

<b>REMERCIEMENTS .....</b>	<b>iii</b>
<b>RESUME ANALYTIQUE .....</b>	<b>vi</b>
<b>ACRONYMES.....</b>	<b>ix</b>
<b>1.0 INTRODUCTION ET OBJECTIFS DE L'ÉTUDE.....</b>	<b>10</b>
1.1 <i>Introduction.....</i>	<i>10</i>
1.2 <i>Justification de l'étude et Structure du rapport .....</i>	<i>10</i>
1.3 <i>Situation du pays - Djibouti .....</i>	<i>10</i>
1.4 <i>Une approche basée sur la production pour l'estimation du PIB .....</i>	<i>12</i>
1.5 <i>Djibouti élevage données sur la population</i>	<i>12</i>
1.6 <i>Limites</i>	<i>13</i>
<b>2.0 LES AVANTAGES DIRECTS UTILES DU BETAIL .....</b>	<b>14</b>
2.1 <i>Introduction.....</i>	<i>14</i>
2.2 <i>Prélèvements sur le cheptel et en termes de lait .....</i>	<i>14</i>
2.2.1 <i>Lait de bovins.....</i>	<i>14</i>
2.2.2 <i>Lait de chamelle.....</i>	<i>15</i>
2.2.3 <i>Lait de Chèvres et de brebis</i>	<i>15</i>
2.2.4 <i>Prélèvement de bovins .....</i>	<i>16</i>
2.2.5 <i>Prélèvement de chameaux .....</i>	<i>17</i>
2.2.6 <i>Prélèvement d'ovins et de caprins .....</i>	<i>17</i>
2.2.7 <i>Prélèvement de porcins .....</i>	<i>18</i>
2.2.8 <i>Prélèvement de volaille.....</i>	<i>18</i>
2.3 <i>Volumes de cuirs et peaux .....</i>	<i>18</i>
2.3.1 <i>Cuirs et peaux de bovins .....</i>	<i>18</i>
2.3.2 <i>Cuirs de chameaux.....</i>	<i>18</i>
2.3.3 <i>Prélèvement de peaux d'ovins et de caprins.....</i>	<i>19</i>
2.4 <i>Fumier comme engrais .....</i>	<i>19</i>
2.5 <i>La traction animale.....</i>	<i>19</i>
2.6 <i>Services financiers basés sur l'élevage .....</i>	<i>20</i>
2.6.1 <i>Le bétail comme instrument de crédit .....</i>	<i>20</i>
2.6.2 <i>Le bétail en tant que assurance personnelle .....</i>	<i>20</i>
2.7 <i>Résumé de la partie II.....</i>	<i>21</i>
<b>3.0 CONTRIBUTION DE L'ELEVAGE A L'ECONOMIE EN GENERAL.....</b>	<b>23</b>
3.1 <i>Introduction.....</i>	<i>23</i>

3.2	Rôle de l'élevage dans la consommation des ménages .....	23
3.3	Les produits d'élevage comme intrants dans d'autres secteurs .....	23
3.4	Exportation de bétail, des cuirs, peaux et articles en cuir .....	24
3.5	Résumé de la partie III.....	24
<b>4.0</b>	<b>CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>26</b>
4.1	Conclusions .....	26
4.2	Recommandations.....	28
<b>5.0</b>	<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>30</b>
<b>6.0</b>	<b>ANNEXES .....</b>	<b>31</b>

### Liste des Tableaux

Tableau 1: Évolution du PIB de Djibouti (entre 2010 et 2013).....	11
Tableau 2: Évolution du cheptel de Djibouti (entre 2010 et 2013).....	12
Tableau 3: Valeur des prélèvements sur le cheptel(2013) .....	20
Tableau 4: Estimation de la valeur en capital du Cheptel de Djibouti en 2013.....	20
Tableau 5: Valeur brute de la production locale de bétail de Djibouti en 2013 .....	21
Tableau 6: Bénéfices directs tirés de l'élevage en 2013 (en milliards de FD).....	21
Tableau 7: Viande rouge et abats locaux disponibles pour la consommation en 2013 .....	23
Tableau 8: Lait domestique disponible pour la consommation en 2013 .....	23
Tableau 9: Exportations de bétail et des produits de l'élevage en 2014 .....	24
Tableau 10: Volumes liés à l'abattage en 2013.....	27
Tableau 11: Volumes de cuirs et peaux en 2014 .....	27

### Taux de change au moment de

**l'étude 1USD = 177 Francs**

**Djiboutiens (FD)**

## RESUME ANALYTIQUE

Le présent rapport fait partie d'une série de publications sur la contribution de l'élevage aux économies des États membres de l'IGAD. Sur la base des enseignements tirés et en particulier des méthodes utilisées dans la série précédente, le rapport est le fruit de l'étude sur la contribution de l'élevage à l'économie nationale de Djibouti. Elle procède à l'évaluation chiffrée des biens et services commercialisés et non commercialisés issus de l'élevage et de la mesure dans laquelle cette contribution est reflétée dans les comptes nationaux.

La méthodologie adoptée dans le cadre de cette étude obéit à une approche de production mise en oeuvre dans d'autres États membres de l'IGAD (le Kenya, l'Ouganda, l'Éthiopie et le Soudan) et se fonde sur des estimations de la quantité de produit physique générée en moyenne par un nombre donné d'animaux. Pour estimer le PIB agricole, le Département des statistiques Djibouti suit généralement l'approche des flux de produits, ce qui diffère de l'approche de la production retenue par l'IGAD.

### Conclusions

- L'utilisation de l'approche de production pour estimer la contribution de l'élevage à l'économie de Djibouti a abouti à une plus forte contribution de l'élevage au PIB dans les estimations officielles du Département de la statistique et de la Banque mondiale. La Banque mondiale évalue la contribution de l'élevage à **6,9 milliards FD (0,039 milliards USD)**, ce qui équivaut à **75%** du PIB agricole dans l'ensemble et à **3%** du PIB national. Cependant, en utilisant l'approche de la production, l'étude estime la contribution de l'élevage à l'économie de Djibouti à **15,79 milliards FD (0,089 milliards USD)**, l'équivalent de **172%** du PIB agricole dans l'ensemble et de **6,9%** du PIB national en 2013. L'estimation du PIB de l'étude comprend des avantages directs générés par le bétail, notamment les services financiers.
- La valeur totale estimée des biens et services fournis par le bétail, c'est-à-dire la valeur de l'utilisation directe de l'élevage dans l'économie de Djibouti était de **15,79 milliards FD (0,089 milliards USD)**, dont 91% provenant de marchandises conventionnelles communes du PIB agricole, et 9% des services financiers fournis par le bétail.
- En utilisant l'approche basée sur la production, les prélèvements sur les animaux vivants constituent l'apport le plus important de l'élevage sur le plan économique de Djibouti, avec une valeur de **11,79 milliards FD (0,066 milliards USD)**, ce qui équivaut à **74,7%** de la valeur brute totale de la contribution de l'élevage au secteur agricole en 2013.
- Les ovins et les caprins constituent le plus important produit de l'élevage du pays sur le plan économique, avec une valeur de **5,47 milliards FD (0,0309 milliards USD)** en 2013, ce qui équivaut à **34,6%** de la valeur brute totale de la contribution de l'élevage à l'économie.
- Les bovins constituent la plus importante source de viande rouge de Djibouti, fournissant 53% des besoins en viande et une contribution de **5,43 milliards FD (0,031 milliards USD)**, l'équivalent de **34,4%** de la contribution de l'élevage à l'économie.
- Dans l'ensemble, la production nationale de viande et de lait pour la consommation est faible à Djibouti, en moyenne 12,52 kg de viande de bœuf, 4,5 kg de viande de petits ruminants, 1,96 kg de viande de chameau et 0,045 kg de viande de volaille par personne. La consommation globale de viande rouge par habitant est en moyenne de 19,04 kg par personne tandis que la consommation de lait est en moyenne de 10,25 litres par personne en 2013.

<sup>1</sup> Behnke et Muthami 2011 (p. 6) donnent une estimation de 15,25 kg pour la population du Kenya. Ceci est également proche de l'estimation semblable la plus récente de la FAOSTAT (2007) de 16,34 kg par habitant <http://faostat.fao.org/site/610/default.aspx#ancor>.

Ces chiffres sont toutefois comparables aux 26 litres de lait environ, disponibles par personne, et 15 kg de viande environ par personne au Kenya, mais différent considérablement des estimations de 41 kg de viande et 198 litres de lait environ par personne au Soudan.

- Les animaux vivants constituent une part importante des exportations de Djibouti, contribuant à hauteur de **11,6 milliards FD (0,065 milliards USD)**, soit l'équivalent de 74,8% de contribution de l'élevage au PIB agricole en 2013. Dans l'ensemble, bien qu'elle ne soit pas aussi élevée que sa contribution au plan national, la part des exportations de bétail est considérable.
- Djibouti est en grande partie un importateur net de l'élevage avec 29% des approvisionnements de bœuf provenant des importations en 2013. En termes de contribution au PIB agricole, la viande est environ trois fois plus importante que le lait. Cependant, les petits ruminants sont tout aussi importants que les bovins, mais six fois plus importants que les chameaux en termes de contribution au PIB.
- Les statistiques de l'exploitation affichent des chiffres d'extraction plus élevés que la population, indiquant soit que certains animaux abattus sont transportés dans des pays voisins, soit que les statistiques officielles de la population de l'élevage sont largement sous-estimées. Les prélèvements de cuirs et peaux de bovins étaient également plus élevés que le cheptel, indiquant de nouveau, soit des apports transfrontaliers, soit une sous-estimation du nombre de bovins dans les statistiques officielles.
- La production de lait constitue 22,8% de la valeur de la contribution de l'élevage au PIB agricole, le lait de bovins contribuant pour environ 15% de la production totale de lait, alors que les chameaux et les chèvres contribuent pour 61% et 24% respectivement. Dans l'ensemble, le lait de chameau est le produit laitier le plus précieux de Djibouti.
- La contribution des ânes et des chameaux dans les services de transport de l'économie nationale était de **0,22 milliards FD (0,001 milliards USD)**, équivalent à 1,4% de la contribution de l'élevage au PIB agricole en 2013.
- Environ 9% des bénéfices directs tirés par les propriétaires de bétail de leurs animaux sont à mettre à l'actif des services financiers fournis par le bétail et sont toujours omis dans la quantification des fonctions économiques de l'élevage aussi au niveau national qu'au niveau des ménages.
- Bien qu'il soit évident que les mouvements transfrontaliers sont réguliers avec les pays voisins, cette étude n'a pas pu produire suffisamment de preuves sur l'ampleur du commerce transfrontalier informel d'animaux vivants. Avec une documentation adéquate, la contribution de l'élevage est susceptible de s'avérer plus élevée.

## Recommandations

- Le gouvernement de Djibouti devrait de toute urgence actualiser son cheptel en entreprenant un recensement rigoureux du bétail dans toutes ses régions.
- Le personnel du secteur de l'élevage et du Bureau national des statistiques doit être formé sur la procédure d'estimation de la valeur économique de l'élevage dans l'économie nationale en utilisant l'approche de production. A l'heure actuelle, il semble y avoir quelques limites techniques dans ce domaine, pourtant cette approche présente des avantages évidents par rapport à la méthode basée sur l'écoulement des produits de base.
- Une étude doit être menée pour chiffrer le niveau du commerce transfrontalier du bétail entre Djibouti et ses pays voisins. À l'heure actuelle, aucune donnée fiable n'est disponible à cet égard, mais il est de notoriété publique que pour la plupart, le cheptel de Djibouti provient de ses frontières, particulièrement de la région Somali de l'Éthiopie.

- Une estimation des avantages et des coûts serait également nécessaire en ce qui concerne les systèmes de production de l'élevage pastoral en tenant compte du coût des pâturages, l'eau, la santé animale, etc. Pour le moment le gouvernement de Djibouti couvre la plupart de ces charges intermédiaires, notamment la santé animale et l'alimentation.

## **ACRONYMES**

ASAL	Terres arides et semi-arides
UA-BIRA	Bureau international des ressources animales de l'Union africaine
DFID	Département du Royaume-Uni pour le développement international
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FAOSTAT	Statistiques de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FEWSNET	Réseau de système d'alerte précoce sur la Famine
PIB	Produit Intérieur Brut
FD	Franc Djiboutien
ICPALD	Centre de l'IGAD pour le développement des zones pastorales et de l'élevage
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
ILCA	Centre international d'Élevage pour l'Afrique
ILRI	Institut International de Recherche sur l'Élevage
ISIC	Classification Professionnelle Internationale Normalisée de toutes les Activités Économiques
IMF	Institution de Microfinance
MOAAF	Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et de la Pêche
NBS	Bureau National des statistiques
USD	Dollars américains
OMS	Organisation Mondiale de la Santé.

## **1.0 INTRODUCTION ET OBJECTIFS DE L'ÉTUDE**

### **1.1 Introduction**

Le Centre de l'IGAD pour le développement des terres arides et semi-arides (ASAL) et de l'élevage (ICPALD) intervient dans la promotion des moyens de subsistance des terres arides et des politiques de développement de l'élevage dans les États membres de l'IGAD en suppléant aux efforts des États membres pour générer durablement la richesse et de l'emploi et en se positionnant comme une institution politique régionale de référence en vue du développement durable de l'élevage et des moyens de subsistance résilients sur des terres arides. Il cherche ainsi à promouvoir et à faciliter le développement durable et équitable des terres arides et de l'élevage dans la région de l'IGAD. Parmi ses objectifs on peut citer la promotion et la facilitation de l'élaboration et de l'harmonisation des politiques régionales en matière de bétail et des terres arides et le développement des initiatives des États membres, la facilitation et l'appui à l'adaptation, l'adoption et la diffusion des résultats appropriés de la recherche et de la technologie dans les zones arides, ainsi que le développement de l'élevage, entre autres.

### **1.2 Justification de l'étude et Structure du rapport**

L'étude vise à soutenir les états membres de l'IGAD en matière de plaidoyer pour une prise en compte de l'élevage, cadrant avec sa contribution à l'économie, dans les documents de stratégie nationale clés comme Le Document de Stratégie sur la Réduction de la Pauvreté (DSRP), par le biais d'une évaluation de la contribution effective de l'élevage dans l'économie de Djibouti.. Elle procède à l'évaluation chiffrée des biens et services commercialisés et non commercialisés issus de l'élevage et de la mesure dans laquelle cette contribution est reflétée dans les comptes nationaux. Dans le cadre d'une série de publications sur la contribution de l'élevage à l'économie des États de la région de l'IGAD, ce rapport présente donc les résultats sous forme d'une présentation sommaire, de résultats détaillées, de conclusions, de recommandations et d'annexes.

Le rapport s'articule autour de 6 parties. La 1<sup>ère</sup> partie est l'introduction et donne un bref aperçu de l'ICPALD. En outre, elle fournit une justification de l'approche utilisée dans l'étude pour estimer la contribution de l'élevage à l'économie de Djibouti et décrit présente les objectifs de l'étude ainsi que les méthodes utilisées. La 2<sup>ème</sup> Partie est une présentation de l'utilisation directe des avantages tirées du bétail, couvrant entre autres, les prélèvements sur le cheptel et la production de lait, le fumier comme engrais, la traction animale, le cuir et les peaux ainsi que les services financiers basés sur l'élevage. La 3<sup>ème</sup> partie met en évidence la contribution de l'élevage aux domaines non-agricoles de l'économie de Djibouti dans son ensemble, y compris dans la consommation des ménages, en tant que intrants dans d'autres secteurs et dans le commerce d'exportation. La 4<sup>ème</sup> Partie présente les conclusions et les recommandations issues des résultats tandis que la 5<sup>ème</sup> et la 6<sup>ème</sup> parties sont dédiées à la bibliographie et aux annexes, respectivement.

### **1.3 Situation du pays - Djibouti**

Situé sur la côte Est africaine à l'embouchure de la Mer Rouge et d'une superficie de 23.000 km<sup>2</sup>, Djibouti est un pays à faible revenu et à déficit alimentaire avec un PIB par habitant de 1 784 USD (le PIB total était de 1,582 milliards USD en 2014) et un taux de croissance de 5,5%. La faible croissance économique, les conditions environnementales inhospitalières et l'accroissement de la population (en augmentation de 1,5%) ont un impact négatif sur la sécurité alimentaire des ménages et amoindrissent les moyens de subsistance de la population largement pastorale. Le pays présente également des niveaux élevés de pauvreté, avec 75% de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté, dont 42% dans une pauvreté extrême.

Djibouti est, par la structure de son PIB, une économie atypique, en raison du fait que le secteur des services reste le moteur essentiel et que son PIB est tiré principalement par ce secteur,

principalement par le transport, l'activité portuaire en particulier, qui emploie également la majeure partie de la population active. D'autres sous-secteurs tels que le commerce, les hôtels, les communications et les banques, continuent de se développer. En 2013, le secteur des services constituait 79% du PIB, dont 60% provenant des services marchands et liés au commerce et 19% de services non-marchands. Le secteur secondaire a contribué pour 19% au PIB, dont principalement les industries non manufacturières (15%), la construction (12%), l'électricité (2%) et l'eau (1%). La fabrication a contribué seulement pour 3% au PIB. Le climat sec et le manque de terres arables signifie que le secteur primaire est très faible, ne représentant que 4,1% du PIB, dont de 3,5% pour l'agriculture (le bétail contribuant à 75% au PIB agricole), 0,3% pour la pêche et de 0,3% pour l'exploitation minière.

La domination du secteur des services signifie que Djibouti, dépend très largement des importations pour couvrir ses besoins alimentaires. En particulier, en dehors des produits de l'élevage et de la pêche, la production agricole ne couvre que 10% de la consommation alimentaire nationale alors que 90% des besoins alimentaires sont couverts par les importations. Ces importations de produits alimentaires représentent 45% du total des importations.

En matière d'agriculture, bien que le potentiel des terres cultivables soit de 120 000 ha dont 10 000 hectares de terres cultivables se prêtent à l'irrigation, seules 1000 ha sont actuellement exploitées. Les potentialités agricoles du pays sont limitées par les sols pauvres, moins fertiles et volcaniques du désert, le faible niveau des précipitations et des températures élevées conduisant à une forte évapotranspiration. Dans l'ensemble, la production agricole est dominée par les petites exploitations agricoles dont les rendements demeurent faibles.

L'évolution du PIB de Djibouti est indiquée dans le tableau 1 ci-dessous. Dans l'ensemble, à partir de 2010, le pays a connu des croissances dans le PNB et dans l'agriculture, avec des changements minimes notés sur la contribution de l'élevage à la fois au PIB agricole et au plan national.

Tableau 1: Évolution du PIB de Djibouti (entre 2010 et 2013)

Variables	2010	2011	2012	2013
PIB de Djibouti (en USD)	1 128 611 700	1 239 144 502	1 353 632 942	1 456 344 495
Agriculture (en milliers USD)	9 743 014	11 743 131	13 276 140	12 743 014
Élevage (en milliers USD)	37 119 051	32 156 285	37 989 998	39 229 043
Total Secteur Primaire (Agriculture et Élevage) (USD)	46 862 065	43 899 416	51 266 138	51 972 057
% de la contribution du Secteur Primaire * au PIB	4,15%	3,54%	3,79%	3,57%
% de la contribution de l'agriculture au PNB	0,86%	0,95%	0,98%	0,87%
% de la contribution de l'élevage au PNB	3,29%	2,60%	2,81%	2,69%
% de la contribution de l'agriculture au PNB du secteur	20,79%	26,75%	25,90%	24,52%
% de la contribution de l'élevage au PNB du secteur	79,21%	73,25%	74,10%	75,48%

Source: Banque Mondiale; chiffres de l'étude \*Ceci comprend l'élevage, la foresterie, les cultures, la faune, etc.

D'après le tableau 1 ci-dessus, en 2013, le PIB national était de 1,456 milliard USD (Banque mondiale, 2014), le secteur primaire (essentiellement l'agriculture et l'élevage) contribuant à hauteur de 51 972 057 USD, équivalant à 3,57% du PIB national. L'agriculture (production agricole) a contribué pour 12 743 014 USD, équivalant à 24,5% du PIB du secteur agricole et 0,87% du PIB national. Le secteur de l'élevage a contribué pour 39 229 043 USD, équivalant à 7,5% du PIB global du secteur agricole et pour 2,7% du PIB national.

Pour estimer le PIB agricole, le Département des statistiques Djibouti suit généralement l'approche des flux de produits, qui diffère de l'approche de la production retenue par l'IGAD. Le département obtient la valeur de la production agricole en cumulant la valeur des produits agricoles commercialisés, sur la base de la valeur enregistrée, des quantités et des prix des différents produits. Cependant, la méthode ne procède pas à l'estimation du volume de la production pour les différents produits de l'élevage, et demeure silencieuse aussi bien sur les prix à la ferme des produits de l'élevage

<sup>4</sup> www.africaneconomicoutlook.org, (2014); - AfDB, OECD, UNDP 2014, based on data from domestic authorities

<sup>5</sup> Programme National d'investissements Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) 2014-2019\_08.2014

que sur les coûts des intrants spécifiques à l'entreprise. Cette approche ne convient pas puisque l'économie agricole est moins marchande et comporte des insuffisances dans l'estimation de la production de bétail et de ses produits dérivés. Sa précision dépend de la fiabilité des statistiques annuelles, dont la plupart sont incomplètes. Avec le nouveau recensement du bétail basé sur le recensement de la population humaine planifiée conjointement avec la FAO pour la première fois depuis des décennies, il est nécessaire d'adopter de nouvelles méthodes d'analyse pour estimer la production de bétail, notamment au moyen de l'approche basée sur la production.

#### 1.4 Une approche basée sur la production pour l'estimation du PIB

La méthodologie adoptée dans l'évaluation de la contribution de l'élevage à l'économie de Djibouti obéit à une approche de production mise en oeuvre dans d'autres États membres de l'IGAD (le Kenya, l'Ouganda, l'Éthiopie et le Soudan) et se fonde sur des estimations de la quantité de produit physique générée en moyenne par un nombre d'animaux donné. L'approche tient sur quatre étapes clés:

- i) Étape 1: Estimation du cheptel national de Djibouti - avec des chiffres comparables du ministère de l'Agriculture, des Ressources animales et de la Pêche et de la base de données de la FAOSTAT;
- ii) Étape 2: Estimation de la moyenne et des productions totales du bétail correspondantes (viande, lait, etc.);
- iii) Étape 3: Estimation des prix 'à la ferme' en Francs Djiboutiens, et de la valeur brute totale de la production;
- iv) Étape 4: Estimation des coûts des intrants et leur déduction de la valeur brute obtenue à partir de la production.

#### 1.5 Données relatives au cheptel de Djibouti

Le tableau 2 ci-dessous montre l'évolution de la population de bétail à Djibouti, la plupart des chiffres étant basés sur les estimations de la FAO. Puisqu'il ne s'agit que d'extrapolations, les chiffres peuvent pas refléter fidèlement les troupeaux réels et ne donnent pas d'indications sur une dynamique de croissance ou de déclin du cheptel sur une période de quatre ans. La plupart de ces chiffres correspondent aux estimations officielles, excepté pour les bovins<sup>7</sup>. Les estimations de la FAO étant plus élevées que les chiffres officiels, particulièrement en ce qui concerne le bétail, cette étude fait penser que les estimations de la FAO comprennent des flux transfrontaliers en provenance de régions environnantes. Même si un nouveau recensement du bétail est prévu en collaboration avec la FAO (un consultant a déjà été engagé pour élaborer et mettre en oeuvre une méthodologie), cela prendra du temps, d'où la nécessité d'utiliser les données actuellement disponibles pour cette estimation. Dans l'ensemble, les statistiques nationales du bétail sont déficientes et susceptibles de varier, le cas échéant, si aucune « descente sur le terrain » n'est effectuée. Cependant, l'étude adopte les chiffres, en grande partie parce qu'ils sont officiels.

Tableau 2: Évolution du cheptel de Djibouti (entre 2010 et 2013)

Type d'élevage	2010.	2011.	2012.	2013.	2014	2015**
Bovins	297 000	296 000	298 000	298 000	-	40 000
Chameaux	70 000	70 000	71 000	71 000	-	50 000
Caprins	978 000	978 000	984 000	984 000	-	1 000 000
Volaille indigène	0	0	0	0	-	60 000
Volaille exotique	0	0	0	1500	-	4000
Porcins	0	0	0	0	-	-

\* Selon la FAOSTAT (2015); \*\* Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et de la Pêche de Djibouti

<sup>6</sup>FAOSTAT Date: Mardi 21 Juillet 2015 15:02:39 GMT +2

<sup>7</sup>Le Ministère des Ressources Animales et de la Pêche estime la population bovine à 40.000 têtes en 2015; le chiffre de la FAO est de 298 000 en 2013

<sup>8</sup>FAOSTAT Date: Mardi 21 Juillet 2015 15:02:39 GMT +2

## **1.6 Limites**

L'approche de production adoptée pour cette étude est sujette à de nombreuses limites, notamment à Djibouti où il y a des lacunes flagrantes dans les chiffres liés au cheptel. Par conséquent, les chiffres liés aux prélèvements sont très élevés par rapport aux chiffres officiels fournis sur le cheptel. De plus, compte tenu du nombre limité des études effectuées sur la production du bétail à Djibouti, l'analyse comparative des estimations de certains coefficients de production s'est avérée difficile.

## 2.0 LES AVANTAGES DIRECTS TIRES DU BÉTAIL

### 2.1 Introduction

Il s'agit des biens et services liés à l'élevage, à caractère marchand ou non, ou encore destinés à la subsistance et allant au delà de la définition classiques du PIB agricole. Les estimations Officielles du PIB agricoles pour Djibouti ne comprennent que la valeur des produits marchands tirés de l'élevage et excluent la valeur des services non marchands liés à l'élevage tels que les services financiers, la traction animale, entre autres. La valeur d'usage directe prend en compte l'ensemble des avantages économiques dérivés de l'élevage, y compris la gamme de prestations liées à la subsistance dont les propriétaires de bétail dépendent en pratique, mais qui ne sont jamais reflétés dans les comptes nationaux. La 2<sup>ème</sup> partie procède ainsi, dans la mesure du possible, à une estimation de la valeur de ces biens et services pour l'économie de Djibouti. Les estimations sont basées sur la production de l'élevage en 2013.

### 2.2 Prélèvements sur le cheptel et en termes de lait

Ce sont là les principales composantes des estimations de la contribution de l'élevage au PIB de Djibouti.

#### 2.2.1 Lait de bovins

La production laitière pastorale est parmi les moins signalées à Djibouti, la plupart des chiffres publiés émanant de la FAOSTAT<sup>9</sup>. Parmi les variables clés de l'étude se trouvent la proportion de vaches dans le cheptel national, la proportion de vaches laitières, la production moyenne de lait par vache et par jour, la production moyenne de lait par période de lactation en litres, la production totale de lait en litres, et le prix moyen à la ferme du litre de lait de vache. Celles -ci sont cumulées pour donner la valeur de la production annuelle totale de lait de vache et la valeur correspondante de lait commercialisé.

Le Ministère de l'agriculture, des ressources animales et de la Pêche (2015) estime le cheptel bovin à 40.000 têtes. Aucune données n'est cependant disponible sur la composition du cheptel, notamment la proportion des vaches laitières. En supposant que le cheptel officiel national de bovins s'est accru de 2% entre 2013 et 2015, cette étude utilise le même taux de croissance pour actualiser les estimations officielles actuelles. Ainsi, le cheptel de bétail actualisé en 2013 est de 39 200 têtes. En l'absence de toute autre documentation relative à la composition du cheptel, l'étude adopte 97 litres par an comme la production estimée de lait par vache, sur la base d'environ 30% de vaches laitières par troupeau. Cette estimation est basée sur les résultats des estimations dans d'autres régions arides et semi- arides comme le Sud-Kordofan, au Soudan, où d'une manière générale, les vaches laitières représentaient 27% du troupeau pour une production de lait de 1,1 litres par jour et 88 jours de durée de la période de lactation. selon les estimations du cheptel bovin à 39,200 têtes en 2013, la production de lait en 2013 se présentait donc ainsi:

**Volume du lait de bovins: 11.760 têtes \* 97 litres par tête = 1,140,720 ou 1,14 millions de litres**

La prix moyen à la ferme pour le lait de vache en 2015 était de 500 FD par litre dans les zones urbaines comme Djibouti, bien que dans des régions comme Obock, le prix à la ferme était de 300 FD par litre. Aucune autre étude n'était disponible pour une analyse comparative des prix du lait à Djibouti. En supposant que le prix du lait à la ferme a augmenté au même rythme que le cheptel national, le prix à la ferme pour le lait en 2015 a augmenté de 2% par rapport à celui de 2013. Ainsi, les prix du lait de bétail en 2013 sont actualisés à 490 FD dans les zones péri - urbaines et à 294 FD dans les zones rurales. Cette étude permet d'établir que environ

<sup>9</sup>FAOSTAT Date: Mardi 21 Juillet 2015 15:02:39 GMT +2

<sup>10</sup> Estimation basée sur un taux d'inflation annuel de 2,5%

60% de tout le lait produit provient de zones rurales, le reste provenant de zones péri-urbaines. Ainsi, les proportions produites et les prix pratiqués dans les régions respectives sont utilisées pour valoriser le lait dans ces zones.

### **Valeur du lait de bovins**

Valeur du lait de vache produit en zone rurales (A): **1 140 720** litres de production nationale \* 0,60 = 684 432 litres @ 294 FD par litre = **201 223 008** FD ou **0,201 milliards** FD en 2013.

Valeur du lait produit en zone péri-urbaine (B): **1 140 720** litres de production nationale \* 0,40 = 456 288 litres @ 490 FD par litre = **223 538 000** FD ou **0,223538 milliards** FD en 2013.

**Valeur totale du lait bovin: A + B = 424,761,008 FD ou 0.424761 milliards FD (0,0024 milliards USD) en 2013.**

### **2.2.2 Lait de chamelle**

Le Ministère de l'agriculture, des ressources animales et de la Pêche estime le cheptel de chameaux à 50.000 têtes en 2015. Les estimations nationales de la FAO pour 2013 font état de 34 000 adultes femelles soit 48% (FAO 2013) du cheptel adulte et une production annuelle de lait de chamelle de 6.800.000 litres, soit l'équivalent de 200 litres par tête et par an. En l'absence d'autres estimations sur la production de lait de chameau, cette étude adopte la structure du troupeau et l'estimation de la production de lait par tête de la FAO ainsi que l'estimation nationale officielle de la structure du troupeau de chameaux de 2015 pour calculer le volume du lait de chameau en 2013. En supposant que le cheptel national de chameaux s'est agrandi au même rythme que le cheptel de bovins (2% entre 2013 et 2015), cette étude aboutit à une actualisation du cheptel officiel de chameaux en 2015 à 49.000 têtes.

**Volume de lait de chamelle: 49 000 têtes \* 0,48 \* 200 litres / tête = 4 704 000 litres de lait ou de 4,7 millions de litres en 2013.**

Le Ministère de l'agriculture, des ressources animales et de la Pêche (en 2015) estime le prix à la ferme à 600 FD par litre de lait de chamelle. En supposant que les prix du lait à la ferme de chameaux ont augmenté au même rythme que les prix du lait de bovins, le prix à la ferme pour le lait de chamelle en 2015 avait augmenté de 2% par rapport au prix de 2013. Ainsi, le prix du lait chamelle de 2013 est actualisé à 588 FD par litre. A partir de ces chiffres, la présente étude estime la valeur de production de lait de chamelle en 2013 ainsi qu'il suit:

**Valeur du lait de chamelle: 4 704 000 litres \* 588 = 2 765 952 000 FD ou 2,76 milliards FD (0,016 milliards USD) en 2013.**

### **2.2.3 Lait de Chèvres et de brebis**

Il n'y a pas de données ou de documentations fiables sur la production de lait d'ovins ou de caprin à Djibouti, bien que le lait de chèvre soit principalement produit dans les villages ruraux comme cela est de coutume dans d'autres régions arides et semi-arides. Sur la base d'études effectuées dans d'autres régions arides et semi-arides (par exemple de la région des Afar en l'Éthiopie), les petites chèvres et moutons d'Afrique orientale produisent en moyenne 250 ml de lait par jour pendant environ 60 jours. cependant, le lait de brebis n'est pas consommé à Djibouti et ainsi, cette étude ne procédera qu'à une estimation de la production du lait de chèvre En l'absence d'informations de Djibouti, l'étude suppose que toutes les chèvres dans les zones rurales de Djibouti sont traites, et produisent de 250 ml de lait par jour pendant 60 jours chaque année, soit 15 litres par an.

Le Ministère de l'agriculture, des ressources animales et de la Pêche estime le cheptel de chèvres à 600.000 têtes tandis que le cheptel de moutons est estimé à 400.000 têtes en 2015. La FAO estime le cheptel ovin et caprin à 984 000 têtes dont 60% sont des adultes femelles et 32% en lactation. Cette étude s'appuie donc sur les estimations de production de lait d'ovins et

de caprins de la région des Afar en Ethiopie, sur la composition du cheptel de la FAO et sur l'estimation officielle du cheptel national en 2015, pour calculer le volume de de lait d'ovins et de caprins en 2013. En supposant que le cheptel national officiel s'est accru au même rythme que le cheptel des bovins et de chameaux (soit 2% entre 2013 et 2015), cette étude aboutit à une actualisation du cheptel officiel d'ovins et de caprins en 2015 à 384.468 têtes. La production de lait était donc la suivante:

**Volume de lait de chèvre: 384 468 têtes de chèvres \* 0.32 \* 15 litres par tête = 1 845 446 litres de lait ou 1,845 millions de litres en 2013.**

Le ministère de l'agriculture, des ressources animales et des pêches fixe le prix à la ferme pour le lait des petits ruminants à 200 FD par litre. En supposant que les prix du lait à la ferme ont augmenté au même rythme que les prix du lait pour les chèvres et les bovins, le prix à la ferme pour le lait de chèvre en 2015 avait augmenté de 2% par rapport au prix de 2014. Ainsi, le prix du lait chèvre de 2013 est actualisé à 192 FD par litre. A partir de ces estimations, la valeur du lait de chèvre en 2013 s'établissait donc comme suit:

**Valeur totale du lait de chèvre: 1 845 446 litres \* 192 FD par litre = 354 325 632 FD ou 0.354 milliards FD (0,002 milliards USD) en 2013.**

#### **2.2.4 Prélèvement de bovins**

Le ministère de l'agriculture, des ressources animales et des pêches estime le prélèvement sur le cheptel de bovins à 45 830 têtes en 2014, équivalents à un taux de prélèvement de 114% par an. La FAO estime les prélèvements à 65 540 têtes, équivalents à un taux de prélèvement de 21% par an (sur la base d'estimations de la FAO à 298 000 pour 2013 ). Cette étude adopte les estimations officielles de taux de prélèvement de 114% pour le calcul de la valeur du prélèvement sur le bétail en 2013. A partir du cheptel actualisé du bétail en 2013 de 39 200 têtes et en supposant que le taux officiel de prélèvement du cheptel bovin a augmenté au même rythme que le cheptel de bovins (soit 2% entre 2013 et 2015), cette étude actualise le taux officiel de prélèvement de bétail de 2013 ainsi:

**39 200 \* 114% de taux de prélèvement brut = 44 680 têtes de bétail en 2013,**

En plus des prélèvements locaux, une quantité importante de bovins sont importés à Djibouti pour l'abattage. Selon les chiffres de la Société d'Investissement Solidaire (SIS) qui gère l'abattoir de Djibouti, les importations de bovins en 2014 ont été estimées à 18 322 têtes, ce qui équivaut à 35% de l'offre de viande bovine du pays en 2014. En supposant que les chiffres officiels des importations de bovins ont augmenté au même rythme que le cheptel de bovins (soit 2% entre 2013 et 2015), cette étude actualise les importations officielles de 2013 à 17 955 têtes. L'approvisionnement en viande bovine totale pour Djibouti en 2013 était donc ainsi:

L'offre totale de viande bovine était de: **44 680 têtes de bétail de l'offre locale + 17 955 têtes des importations = 62 635 têtes**, soit 71% et 29% provenant des fournisseurs locaux et des importations respectivement. La plupart des entrées d'importation proviennent de la région Somali de l'Éthiopie voisine.

Le Ministère de l'agriculture, des ressources animales et de la Pêche (2015) estime les prix des bovins à 88.500 FD. En supposant que les prix des producteurs de bovins a augmenté au même rythme que le cheptel national, le prix de production du le bétail en 2015 a augmenté de 2% par rapport à celui de cette 2013. Ainsi, les prix pour 2013 des producteurs de bovins sont actualisés à 86730 FD par tête de bétail. D'après ces chiffres, la valeur du prélèvement de bétail en 2013 s'établissait ainsi:

**Valeur du prélèvement local: 44 680 têtes \* 86 730 DFS = 3 875 096,400 FD ou 3,87 milliards FD (soit 0,021 milliards USD)**

**Valeur des importations: 17 955 têtes de bétail \* 86,730 FD = 1 557 237 150 FD ou 1.557 milliards FD (soit 0,0088 milliards USD)**

**Valeur totale de l'offre locale: 5 432 333 550 FD ou 5,4323 milliards FD (soit 0,0306 milliards USD)**

### **2.2.5 Prélèvement de chameaux**

En 2013, la FAO a estimé le cheptel de chameaux à 71 000 têtes, avec un nombre d'abattages annuel net de 82 379 têtes, l'équivalent d'un prélèvement annuel de 116% par an. Cependant, sur la base des données officielles, le cheptel de chameaux est de 50 000 têtes et le prélèvement destiné à la vente à 10 878 têtes, équivalent à 15% par an. Cette étude adopte les estimations officielles, et à des fins de calculs, utilise le cheptel de chameaux de 2013 actualisé à 49 000 têtes. En supposant que le taux officielle de prélèvement de chameaux a augmenté au même rythme que le cheptel de chameaux (de 2% entre 2013 et 2015), cette étude actualise le prélèvement officiel pour 2013 ainsi:

**49 000 \* 15% de taux de prélèvement brut = 7 360 têtes de chameaux en 2013.**

Le Ministère de l'agriculture, des ressources animales et de la pêche estime le prix des chameaux (pour 2015) à 123 900 FD par tête. En supposant que les prix aux producteurs de chameaux ont progressé au même rythme que le cheptel national, les prix à la production pour le chameau en 2015 avaient augmenté de 2% par rapport à celui de 2013. Ainsi, les prix à la production de chameau pour 2013 sont actualisés à 121 422 FD par chameau. D'après ces chiffres, la valeur du prélèvement de chameaux en 2013 s'établit comme suit:

**49000 têtes de chameaux \* 15% = 7 360 têtes de prélèvement \* 121 422 FD par tête = 893 665 920 DSV ou 0.89366 milliards FD (soit 0,005 milliards USD) en 2013.**

### **2.2.6 Prélèvement d'ovins et de caprins**

En 2013, le prélèvement annuel de petits ruminants destinés à l'abattage était 409.000 têtes, ce qui équivalait à 41% par an (sur la base de l'estimation du cheptel par la FAO de 984 000 têtes). Le Ministère de l'agriculture, des ressources animales et de la pêche estime cependant le prélèvement à 461 464 têtes en 2014, l'équivalent de 46% par an, sur la base de son estimation du cheptel de 1.000.000 têtes de moutons et de chèvres. Bien que ces taux semblent converger, et en l'absence de toute autre documentation comparative de prélèvement sur les petits ruminants cette étude adopte le taux de prélèvement officiel, encore une fois compte tenu du fait que des flux transfrontaliers sont un phénomène courant dans le secteur de l'élevage à Djibouti.

A partir du taux actualisé officiel du cheptel d'ovins et de caprins de 980.000 têtes et en supposant que le taux officiel de prélèvement a progressé au même rythme que le cheptel de moutons et de chèvres (soit 2% entre 2013 et 2015), l'étude actualise le prélèvement officiel de 2013 ainsi:

**Taux de prélèvement brut de 980 000 \* 46% = 450 800 têtes d'ovins et de caprins en 2013**

Le Ministère de l'agriculture, des ressources animales et de la Pêche estime le prix des ovins et des caprins à 12 390 FD par tête en 2015. En supposant que le prix des producteurs d'ovins et de caprins a progressé au même rythme que le cheptel national, de moutons et de chèvres, le prix des moutons et des chèvres a augmenté de 2% par rapport à celui de 2013. Ainsi, le prix à la production pour 2013 est actualisés à 12 142 FD par ovin ou caprin. A partir de ces chiffres, la valeur du prélèvement d'ovins et de caprins s'établissait ainsi:

**980 000 têtes\* 46% =450,800 têtes abattues \* 12 142 =547 361 360 or 5.47 milliards FD (0,0309 milliards USD) en 2013.**

<sup>11</sup>FAOSTAT Date: Mardi 21 Juillet 2015 15:02:39 GMT +2

## 2.2.7 Prélèvement de porcins

En raison du nombre négligeable de porcs à Djibouti, sa contribution à l'économie est nulle.

## 2.2.8 Prélèvement de volaille

Alors que les estimations officielles de poulet indigène (pour 2015) étaient 60.000 volailles, cette étude a été incapable de trouver des données sur les taux de prélèvement et en a conclu que la volaille a une valeur économique négligeable dans l'économie de Djibouti. En outre, comme pour les ruminants, les déchets de poulet sont rarement utilisés comme engrais. Toutefois, leur contribution aux besoins intérieurs en viande est évidente.

## 2.3 Volumes de cuirs et peaux

### 2.3.1 Cuirs et peaux de bovins

La FAO estime que le prélèvement de cuirs et peaux de bovins pour 2013 était de 55 000 unités (FAO 2013 ), soit un taux de 83% par an sur la base du taux de prélèvement 65 540 destinés à l'abattage dans la même année. Aucun taux officiel d'extraction n'est disponible. En l'absence de toute autre documentation relative au prélèvement des cuirs et peaux de bovins à titre de comparaison, cette étude adopte les chiffres de la FAO de 2013 pour estimer la valeur économique des cuirs et peaux de bovins. A partir du taux actualisé officiel de prélèvement sur le cheptel du bétail en 2013 de **62 635** têtes et en supposant que le taux officiel de prélèvement du cheptel bovin a augmenté au même rythme que le taux de prélèvement de cuirs et peaux sur le cheptel de bovins (soit 2% entre 2013 et 2015), cette étude actualise le taux officiel de prélèvement de bétail de 2013 ainsi:

**62 635 têtes de bétail \* 83% = 51 987 peaux de bovins prélevés en 2013**

Le prix à la production de cuirs et peaux de bovins a été estimé à 1500 FD par tête en 2015. En supposant que le prix aux producteurs de cuirs et peaux de bovins a augmenté au même rythme que le taux de prélèvement des cuirs et peaux sur le cheptel national, le prix de production des cuirs et peaux du bétail en 2015 a augmenté de 2% par rapport à celui de cette 2013. Ainsi, le prix pour 2013 des producteurs de cuirs et peaux de bovins est actualisé à 1 490 FD par pièce de cuir/peau. D'après ces chiffres, la valeur du prélèvement de cuirs et peaux de bétail en 2013 s'établissait ainsi:

**1 470 \* 51 987 = 76 420 890 FD (soit 431 756 USD)**

### 2.3.2 Cuirs de chameaux

Bien que cette étude n'ait pas permis de trouver des données sur les taux de prélèvement ou de vente de peaux de chameaux, elle suppose que le taux d'extraction des peaux de chameau après abattage est identique au prélèvement estimé à partir de l'abattage de bovins. Chez les bovins, le taux de prélèvements à l'abattage a été d'environ 1,2 fois celui des cuirs et peaux. Sur la base de la même valeur relative que pour les bovins, le taux d'extraction de cuirs de chameaux à Djibouti en 2013 était de  $1,2 * 83%$  (taux d'extraction de peaux de bovins en 2013) = 1,00%. D'après ces chiffres, la valeur du prélèvement de cuirs de chameaux en 2013 s'établit comme suit:

**7 360 têtes de chameaux \* 1,00 = 7 360 cuirs de chameaux prélevés en 2013**

Le prix au producteur pour les cuirs de chameaux a été estimé à 500 FD par cuir en 2015. En supposant que les prix aux producteurs de cuirs de chameaux ont évolué au même rythme que la quantité de cuir prélevée sur cheptel national, le prix à la production pour le cuir de chameau en 2015 avait augmenté de 2% par rapport à celui de 2013. Ainsi, les prix à la production de cuir de chameau pour 2013 sont actualisés à 490 FD par cuir. D'après ces chiffres, la valeur du prélèvement de cuirs de chameaux en 2013 s'établit comme suit:

<sup>1</sup>FAOSTAT Date: Mardi 21 Juillet 2015 15:02:39 GMT +2

**7360 cuirs de chameau \* 490 FD par cuir = 3 606 400 FD (soit 20 375 USD) en 2013**

### **2.3.3 Prélèvement de peaux d'ovins et de caprins**

La FAO estime que le prélèvement de cuirs et peaux de petits ruminants pour 2013 était de 409 000 unités (FAO 2013<sup>13</sup>), soit un taux d'extraction de 100% par an sur la base du prélèvement de 409 000 destinés à l'abattage dans la même année. Le Ministère de l'agriculture, des ressources animales et de la pêche estime cependant le prélèvement à 461 464 têtes en 2014, l'équivalent de 46% par an, sur la base de son estimation du cheptel de 1 000 000 têtes de moutons et de chèvres. Cette étude adopte le chiffre du prélèvement à l'abattage du Ministère de l'agriculture, des ressources animales et de la Pêche pour estimer le volume et la valeur du prélèvement des peaux de petits ruminants. A partir du chiffre officiel actualisé du prélèvement brut de 450 800 têtes de moutons et chèvres en 2013, et en supposant que le taux de prélèvement des peaux de moutons et chèvres a augmenté au même rythme que le prélèvement des ovins et caprins (soit 2% entre 2013 et 2015), cette étude actualise le prélèvement officiel de peaux de moutons et chèvres ainsi qu'il suit:

**Volume du prélèvement de peaux de moutons et de chèvre : 450 800 peaux \* 100% = 450 800 peaux en 2013**

Le prix au producteur pour les peaux d'ovins et de caprins a été estimé à 200 FD par tête en 2015. En supposant que le prix aux producteurs de peaux d'ovins et de caprins a évolué au même rythme que le prélèvement de peaux sur le cheptel national d'ovins et de caprins, le prix des peaux de moutons et chèvres a augmenté de 2% par rapport à celui de 2013. Ainsi, le prix des peaux des ovins et des caprins de 2013 est actualisé à 196 FD par peau. A partir de ces chiffres, la valeur du prélèvement de peaux d'ovins et de caprins s'établissait ainsi:

**Valeur du prélèvement des peaux d'ovins et de caprins : 450 800 peaux \* 196 = 88 356 800 FD (soit 499 190 USD)**

## **2.4 Fumier comme engrais**

Dans les faits l'adoption de fumier comme engrais est rare à Djibouti. En outre, les ventes sont rarement effectuées par conséquent il est difficile de chiffrer la valeur marchande du fumier, ce qui en limite la prise en compte dans les estimations économiques nationales, y compris le PIB. Bien qu'il soit clair que le fumier a une valeur agronomique sur la productivité des terres cultivables, cette valeur économique est négligeable étant donné le caractère insignifiant des activités agricoles négligeables qui se déroulent à Djibouti (et aucune épargne n'est réalisée pour l'achat d'engrais) en raison des insuffisances agro-écologiques. Le fumier n'a donc pas de valeur agro-économique quantifiable.

## **2.5 La traction animale**

En dehors de l'utilisation de chameau de trait, il y a une carence en données brutes sur l'utilisation des bœufs pour la traction animale à Djibouti. Ceci est dû à la faible absorption des activités agricoles dans le pays en raison de la rigueur du climat pour l'agriculture. En outre, il n'y a guère d'étude sur l'utilisation de la force motrice des bovins à Djibouti. Pourtant, au sein de la population locale, l'utilisation de chameaux et d'ânes comme moyen de transport est très répandue. Les estimations de la valeur de la traction animale sont donc basées sur la valeur des services de transport des chameaux et des ânes. Le coût local de location de services de chameau / d'âne a été estimé à 70 FD par jour. En supposant que les prix de location des services ont évolué au même rythme que le cheptel national de chameaux, le coût en 2015 avait augmenté de 2% par rapport à celui de 2013. Ainsi, le coût de transport 2013 par chameau actualisé est de 68,6 FD par jour soit 20 580 FD par an. Pour un ménage moyen de 7 personnes<sup>14</sup> et environ 10%<sup>15</sup> de ménages utilisateurs de ces services en 2013, la valeur des services de trait s'établissait comme suit:

<sup>13</sup>FAOSTAT Date: Mardi 21 Juillet 2015 15:02:39 GMT +2

<sup>14</sup>Selon le Département des statistiques, la population de Djibouti était d'environ 750 000 habitants en 2013

**750 000 personnes/7 = 107 142 ménages \*0,1 =10 714,2 \*20 580 FD = 220 500 000/ 0,22 milliards FD (0,0012 milliards USD) en 2013.**

## 2.6 Services financiers basés sur l'élevage

### 2.6.1 Bétail sous forme de crédit

Il s'agit de la valeur financière (dans ce cas les intérêts) équivalente à la valeur des prélèvements sur le bétail et en un sens, c'est le coût d'opportunité de financement du crédit ou ce qu'il en coûterait autrement à un propriétaire de bétail pour obtenir des fonds comparables à ceux produits par la vente de troupeaux entiers. Le Tableau 3 ci-dessous donne la valeur totale du prélèvement de bétail en 2013.

Tableau 3: Valeur des prélèvements sur le bétail (2013)

Bétail	Valeur du prélèvement (en milliards de Francs)
Bovins	5,43233
Chameaux	0,89366
Caprins	5,47361
Volailles et porcins	-
<b>Valeur totale du prélèvement</b>	<b>11,7960</b>

Source: Estimations de l'étude, 2015

Djibouti ne possède qu'une seule institution commerciale de crédit avec intérêt, à savoir EcoBank. Le taux d'intérêt appliqué par cette institution est de 11% par an pour les prêts commerciaux. Contrairement à la situation dans d'autres pays africains, les prêteurs informels (par exemple des groupes d'entraide, des tontines, etc.), les fournisseurs de crédit en produits de base, les institutions de microfinance (IMF) et l'octroi des crédits de campagne par les pouvoirs publics sont moins développés à Djibouti.. En supposant que le taux pratiqué sur le crédit à Djibouti correspond à la valeur appliquée par Ecobank, soit environ 11% par an, alors la valeur financière du prélèvement de bétail en 2013 s'établissait comme suit:

**11,796 milliards FD \* 11% = 1,297 milliards FD (0,007 milliards USD), équivalent à 11% de la valeur annuelle des prélèvements en 2013.**

### 2.6.2 Le bétail en tant que assurance personnelle

Ceci est identique à la valeur qui serait comptabilisée si les producteurs de bétail étaient amenés à vendre leurs troupeaux, par exemple, en cas de catastrophe naturelle. C'est la valeur des actifs de l'élevage en tant qu'assurance personnelle et donne le coût annuel de l'assurance équivalente à la valeur des prélèvements de bétail, comme indiqué dans le tableau 4 ci-dessous. Dans cette étude, la valeur du bétail en tant que capital est estimée à 100% de la valeur à la ferme, sans aucune actualisation.

Tableau 4: Estimation de la valeur en capital du bétail de Djibouti en 2013

Bétail	Cheptel actualisé (2013)	Prix au producteur actualisé en 2013 (en millions de Francs)	Valeurs en capital du bétail (en milliards de Francs)
Bovins	44 680	86 730	3,879433
Chameaux	49 000	121 422	5,949678
Caprins	980 000	12 142	11,899160
<b>Valeur en capital totale du bétail</b>			<b>21,728270</b>

Source: Estimations de l'étude, 2015

D'après le tableau 4 ci-dessus, la valeur en capital du cheptel de Djibouti en 2013 était d'environ **21,73 milliards de FD (soit 0,122 milliards USD)**. La valeur estimée des actifs de l'élevage en tant que assurance personnelle est équivalente à des primes d'assurance que les producteurs de bétail

<sup>15</sup> Sur la base des estimations du personnel du Ministère de l'élevage, qui ont indiqué qu'environ une personnes sur dix utilisent ce service

de Djibouti devraient payer pour se doter de 21,74 milliards de FD de couverture d'assurance, soit le coût d'opportunité des niveaux comparables de couverture.

Selon le département des statistiques, le coût moyen de l'assurance des actifs à Djibouti était de 0,35% (sur la base du ratio prime-couverture de 1700/480000 appliqué par Amerga et GXA, les deux principaux prestataires de services d'assurance à Djibouti). A partir de 0,35% comme coût moyen de couverture d'assurance à Djibouti, l'étude estime la valeur d'assurance personnelle du bétail de Djibouti en 2013 comme la valeur en capital du cheptel ou **21,73 milliards de FD \* 0,0035 = 0,076 milliards FD (0,00043 milliards USD)**.

## 2.7 Résumé de la partie II

La valeur brute des produits de bétail à Djibouti en 2013 est résumée dans le tableau 5 ci-dessous.

Tableau 5: Valeur brute de la production locale de bétail de Djibouti en 2013

Produit	Valeur (en milliards de FD)
Lait de bovins	0,42476
Lait de chamelle	2,76595
Lait de chèvre	0,35433
<b>Sous-total estimation de prélèvements de lait</b>	<b>3,54514</b>
Prélèvement de bovins	5,43233
Prélèvement de chameaux	0,89366
Prélèvement d'ovins et de caprins	5,47361
Prélèvement de volaille	-
Prélèvement de porcins	-
<b>Total estimation de prélèvements sur le cheptel</b>	<b>11,79960</b>
Cuir et peaux de bovins	0,07642
Cuir de Chameaux	0,00361
Peaux d'ovins et de caprins	0,08836
<b>Prélèvement Total estimé des cuirs et peaux</b>	<b>0,16839</b>
Fumier comme engrais	-
<b>Total général des produits</b>	<b>15,51323</b>

Source: Estimations de l'étude, 2015

D'après le tableau 5 ci-dessus, la valeur totale des produits de l'élevage c'est à dire la valeur brute de la production locale de bétail était de 15,51 milliards FD (0,0876 milliards USD) en 2013.

La valeur estimée totale des biens et services fournis par l'élevage, à savoir la valeur de l'utilisation directe de l'élevage dans l'économie Djibouti en 2013 est présentée dans le tableau 6 ci-dessous.

Tableau 6: Bénéfices directs tirés de l'élevage en 2013 (en milliards de FD)

Type de prestation	Valeur du PIB agricole (en Milliards)	Services non compris dans
Valeur ajoutée des produits de l'élevage (animaux de boucherie, lait, fumier pour les engrais, œufs, cuirs et	15,51	
Traction de labours		-
Transport / Traction		0,22050
Bétail sous forme de crédit		1,29756
Bétail comme assurance personnelle		0,07606
<b>Sous-totaux</b>	<b>15,51</b>	<b>1,59422</b>
<b>Total des bénéfices économiques</b>	<b>17,10</b>	
<b>Coût des intrants</b>	<b>1,32</b>	
<b>Valeur ajoutée brute de l'élevage</b>	<b>15,79</b>	

Source: Estimations de l'étude, 2015

D'après le tableau 6 ci-dessus, en 2013, la valeur totale estimée des biens et services fournis par le bétail c'est-à-dire la valeur de l'utilisation directe de l'élevage dans l'économie de Djibouti a été **17,10 milliards de FD (0,097 milliards USD)**.

Selon le Ministère de l'Agriculture, des Ressources animales et de la pêche, les services vétérinaires et les médicaments sont disponibles au public gratuitement et constituent donc une partie insignifiante de coût pour les producteurs de bétail dans le pays. Les seuls éléments de coûts pour le cheptel national sont les importations de foin estimés à **1,32 milliard de FD (0,0075 milliards USD)** en 2013. Ainsi, la contribution de l'élevage au PIB agricole (valeur ajoutée brute de l'élevage) est donc calculée en soustrayant le coût des intrants de la valeur totale des produits de l'élevage en 2013, soit **17,10 milliards FD moins 1,32 milliard FD, équivalant à 15,79 milliards de dollars (0.097 milliards USD) en 2013**. Cette valeur inclut 91% dérivé de marchandises conventionnelles communes au PIB agricole et 9% de services financiers fournis par le bétail.

Selon les résultats ci-dessus, les ovins et les caprins constituent le plus important produit de l'élevage du pays sur le plan économique, avec une valeur de **5,47 milliards FD (0,0309 milliards USD)** en 2013, ce qui équivaut à **35%** de la valeur brute totale de la contribution de l'élevage à l'économie.

### 3.0 CONTRIBUTION DE L'ELEVAGE A L'ECONOMIE EN GENERAL

#### 3.1 Introduction

La troisième partie analyse les diverses méthodes de consommation des produits de l'élevage à Djibouti, y compris la consommation des ménages, les entrées dans les secteurs et les exportations.

#### 3.2 Rôle de l'élevage dans la consommation des ménages

Cette étude estime la consommation locale de lait et de viande rouge par habitant en utilisant l'estimation du Département des statistiques de Djibouti pour la population nationale (750.000 habitants en 2013) et les résultats des prélèvements sur la production de produits laitiers et carnés pour 2013.

Tableau 7: Viande rouge et abats locaux disponibles pour la consommation en 2013

Produit	Prélèvement totale de viande et abats	Prélèvement total de viande et des abats en kg pour la consommation locale	Consommation par habitant (kg)
Total bœuf total et abats, têtes	62 635	9 395 250	12,52
Viande ovine et caprine et abats	450 800	3 381 000	4,508
La viande de chameau et abats	7 360	1 472 000	1,960
Viande de poulet	45 000	33 750	0,045
<b>Total viande et abats</b>		<b>14 282 000</b>	<b>19,04</b>

Source: Conclusions de l'étude, 2015

D'après le tableau 7 ci-dessus, sur la base des rendements de carcasse de 150 kg pour les bovins, 200 kg pour les chameaux, 7,5 kg pour les ovins et caprins et 0,75 kg pour le poulet, en moyenne, 12.52 kg<sup>17</sup> de bœuf, 4,51 kg de viande d'ovins et caprins, 1,96 kg de viande de chameau et 0,045 kg de viande de poulet sont consommés par personne sur le marché intérieur à Djibouti. La consommation de viande rouge globale par habitant en 2013 était 19,04 kg par personne.

Les estimations de la production de lait sont résumées dans le tableau 8 ci-dessous.

Tableau 8: Lait domestique disponible pour la consommation en 2013

Produit	Quantité (litres)	% du total national	Prélèvement total pour la	Consommation par habitant
Total de lait de bovins	1 140 720	15%	1 140 720	1,521
Total de lait de chamelle	4 704 000	61%	4 704 000	6,272
Total lait de petits ruminants	1 845 446	24%	1 845 446	2,461
<b>Total de lait</b>	<b>7 690 166</b>	<b>100%</b>	<b>7 690 166</b>	<b>10,254</b>

Source: Conclusions de l'étude, 2015

Sur la base des estimations de chiffres de la population du pays de 750.000 en 2013, la consommation de lait liquide par habitant à partir de l'offre intérieure était 10,25 litres par personne.

#### 3.3 Les produits d'élevage comme intrants dans d'autres secteurs

En l'absence de données fiables, cette étude n'a pas été en mesure de quantifier les produits dérivés de l'élevage destinés à être utilisés et effectivement utilisés comme intrants dans d'autres secteurs à Djibouti. Les valeurs des produits dérivés de l'élevage entrant dans d'autres secteurs était également difficile à discerner. La raison principale était et reste que Djibouti est un importateur net de pratiquement tous les produits de base et peu de fabrication locale se déroule dans le pays.

<sup>16</sup> Estimation du poids à l'abattage pour la viande et les abats proviennent d'estimations Société Nationale Abattoir 2015

<sup>17</sup> Behnke et Muthami 2011 (p. 6) donnent une estimation de 15,25 kg pour la population du Kenya. Ceci est également proche de l'estimation semblable la plus récente de la FAOSTAT (2007) de 16,34 kg par habitant <http://faostat.fao.org/site/610/default.aspx#ancor>.

### 3.4 Exportation de bétail, des cuirs, peaux et articles en cuir

Les animaux vivants constituent le noyau des exportations dérivées de l'élevage de Djibouti. Les cuirs et peaux, les produits en cuir sont également importants bien qu'il n'y ait pas de données détaillées pour faciliter l'analyse économique. Dans le tableau 9 ci-dessous, les volumes et les valeurs de produits d'exportation dérivés de l'élevage sont estimés, sur la base des rapports officiels du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et de la pêche pour 2014. Globalement, en 2014, la valeur des exportations liées à l'élevage était de **13,18 milliards de FD (0,074 milliards USD)**. La valeur de l'exportation des cuirs et peaux et des produits tels que le cuir et les chaussures était cependant insignifiante. Le port de transit des exportations a également généré des revenus de plus de **1,55 milliards de FD (8,76 millions USD)** en 2014. Globalement, en 2013, la valeur des exportations liées à l'élevage était de **12,92 milliards de FD (0,073 milliards USD)**, actualisée à 2% à partir de **13,2 milliards de FD (0,074 milliards USD)** et équivalents à 82% du PIB agricole en 2013.

Tableau 9: Exportations de bétail et des produits de l'élevage en 2014

Bétail et produits de l'élevage	Quantités (nombre)*	Valeur (en	% du cheptel
Bovins	54 777	4 847 764 500	136%
Caprins	509 505	6 312 766 950	51%
Chameaux	3 791	469 704 900	8%
Porcins	0	0	
Volaille	0	0	
Cuirs et peaux	0	-	
Chaussures	0	-	
<b>Sous Total</b>		<b>11 630 236 350</b>	
<b>Autres Recettes (Chiffres de 2014)</b>			
Total (Chambre de Commerce, District, Ministère des Affaires		5 224 400	
Recettes provenant des inspections		125 328 200	
Recettes des centres de quarantaine		1 208 975 397,50	
Recettes des expéditions		121 624 597,50	
Recettes des droits de mouillage		8 875 000,00	
Coûts de transport		80	
<b>Sous Total Recettes</b>		<b>1 550 262 095,00</b>	
<b>Total Général</b>		<b>13 180 498 445,00</b>	
<b>Total actualisé<sup>18</sup></b>		<b>12 916 888 476,00</b>	

Source: Conclusions de l'étude, 2015 \*Extrait du rapport annuel de 2014

### 3.5 Résumé de la partie III

Les estimations de la disponibilité des produits alimentaires de l'élevage sont faibles et comparables à celles relatives à d'autres pays voisins, mais sont plus faibles que les seuils de viande et de lait par habitant recommandés par l'OMS<sup>19</sup>. Il n'était cependant pas possible de faire des comparaisons avec les estimations nationales puisque aucune donnée d'enquêtes économiques sur l'alimentation des ménages n'était disponible.

En termes de contribution au PIB agricole, tandis que les animaux vivants constituent le produit de l'élevage le plus important sur le plan économique de Djibouti, avec une valeur de **11,79 milliards de FD (0,067 milliards USD)** en 2013, l'équivalent de **74%** de la valeur brute totale de la contribution de l'élevage au secteur agricole, les ovins et les caprins sont le produit le plus important sur le plan économique du pays, avec une valeur de **5,47 milliards de FD (0,0309 milliards USD)** en 2013, équivalents à **34,6%** de la valeur brute totale de la contribution de l'élevage au secteur agricole.

Les bovins constituent la plus importante source de viande rouge de Djibouti, fournissant 53% des besoins en viande et une contribution de **5,43 milliards de FD (0,0306 milliards USD)**, l'équivalent de **34,4%** en valeur de la contribution

<sup>18</sup> selon une hypothèse de 2% de croissance depuis 2013,

<sup>19</sup> A raison de 200 litres de lait et 37 kg de viande par habitant

brute totale de l'élevage à l'économie. Par ailleurs la viande est environ trois fois plus importante que le lait tandis que les petits ruminants sont tout aussi importants que les bovins, mais six fois plus importants que les chameaux en termes de contribution au PIB.

Djibouti est en grande partie importateur net de l'élevage plutôt qu'exportateur avec 136% des bovins, 51% des petits ruminants et de 8% du cheptel de chameaux, respectivement, exportés en 2014. Les exportations de produits à plus forte valeur ajoutée tels que le cuir, les chaussures, les cuirs et peaux ne sont pas significatives, reflétant ainsi la faible compétitivité des sous-secteurs de la transformation / fabrication.

## 4.0 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

### 4.1 Conclusions

L'utilisation d'une méthode alternative pour estimer la contribution de l'élevage à l'économie de Djibouti a donné des résultats différents des estimations officielles. Alors que les pouvoirs publics fondent leurs estimations sur des informations relatives aux produits marchands de l'élevage, cette étude a utilisé les données relatives au cheptel et aux produits de l'élevage de chaque entreprise d'élevage en vue de l'estimation des valeurs. Cependant, malgré son avantage évident dans la méthodologie, l'étude reposait sur une base de données très étroite, compte tenu de l'insuffisance des études sur le terrain relatives au secteur de l'élevage à Djibouti. En l'absence de projets significatifs d'études récents les statistiques officielles ne demeurent que des estimations.

L'utilisation de l'approche de production pour estimer la contribution de l'élevage à l'économie de Djibouti a abouti à des résultats différents des estimations officielles du Département de la statistique et de la Banque mondiale. La Banque Mondiale évalue la contribution de l'élevage à 39 229 043 millions USD, ce qui équivaut à 75% du PIB agricole dans l'ensemble et à 3% du PIB national. Cependant, en utilisant l'approche de la production, l'étude estime la contribution de l'élevage à l'économie de Djibouti à **15,51 milliards FD (0.088 milliards USD)**, l'équivalent de 194% du PIB agricole dans l'ensemble et de 6,9% du PIB national en 2013. L'estimation du PIB de l'étude comprend des avantages directs générés par le bétail, notamment les services financiers.

La valeur totale estimée des biens et services fournis par le bétail, c'est à-dire la valeur de l'utilisation directe de l'élevage dans l'économie de Djibouti était de **17,11 milliards FD (0,097 milliards USD)**, dont 91% provenant de marchandises conventionnelles communes du PIB agricole, et 9% des services financiers fournis par le bétail. En utilisant l'approche basée sur la production, les prélèvements sur les animaux vivants constituent l'apport le plus important de l'élevage sur le plan économique de Djibouti, avec une valeur de **11,79 milliards FD (0,067 milliards USD)**, ce qui équivaut à 76% contribution de l'élevage à l'économie. Suivant cette approche, la contribution de l'élevage au PIB agricole (C.à.d. la valeur ajoutée brute du bétail) était de **15,51 Milliards FD (0,088 Millions USD)** en 2013.

Environ 9% des bénéfices directs tirés par les propriétaires de bétail de leurs animaux sont à mettre à l'actif des services financiers fournis par le bétail et sont toujours omis dans la quantification des fonctions économiques de l'élevage aussi bien au niveau national qu'au niveau des ménages.

Les bovins constituent la plus importante source de viande rouge de Djibouti, fournissant 53% des besoins en viande et une contribution de **5,43 milliards FD (0,031 milliards USD)**, l'équivalent de **34,4%** de la contribution de l'élevage à l'économie.

Bien que Djibouti soit en grande partie un importateur net de bétail, avec 29% des approvisionnements de bœuf en provenance des importations en 2013, l'exportation du bétail constitue une part importante des exportations de Djibouti, contribuant **11,6 milliards FD (0,066 milliards USD)**, l'équivalent de 64% du PIB agricole en 2013. En termes de contribution au PIB agricole, la viande est environ trois fois plus importante que le lait. Cependant, les petits ruminants sont tout aussi importants que les bovins, mais six fois plus importants que les chameaux en termes de contribution au PIB.

<sup>20</sup> Le gouvernement de Djibouti n'a pas effectué les estimations officielles du PIB national et sectoriels depuis 2009.

Dans l'ensemble, la production nationale de viande et de lait pour la consommation est faible à Djibouti, en moyenne 12,5 kg de viande de bœuf, 4,502 kg de viande de petits ruminants, 1,96 kg de viande de chameau et 0,045 kg de viande de volaille par personne. La consommation globale de viande rouge par habitant est en moyenne de 19,04 kg par personne tandis que la consommation de lait est en moyenne de 10,25 litres par personne en 2013. Ces chiffres sont faibles par rapport aux 26 litres de lait environ, disponibles par personne, et 15 kg de viande environ par personne au Kenya, mais différent considérablement des estimations de 41 kg de viande et 198 litres de lait environ par personne au Soudan. Le commerce et la consommation informelle de produits de l'élevage prélevant une partie importante des produits de l'élevage, les estimations officielles du marché restent sous-évaluées à Djibouti. En outre, selon les estimations de la FAO, la population bovine en particulier, est susceptible d'être plus élevée que ne l'indiquent les chiffres officiels.

### Les animaux carnés

Les volumes de produits d'abattage et de cuirs et peaux sont présentés dans les tableaux 10 et 11 ci-dessous.

Tableau 10: Volumes liés à l'abattage en 2013

	Bovins	Chameau	Caprins	Porci	Volaille
2010	65532	57663	398000	-	-
2011	65540	82379	398000	-	-
2012	65540	82379	409000	-	-
2013	65540	82379	409000	-	-
Moyenne de la FAO moyenne pour le cheptel (2010-	65 538	76 200	403 500	-	-
Cheptel officiel de 2015	40 000	50 000	1 000 000	-	-
Cheptel actualisé de l'étude en 2013	39 200	49 000	980 000	-	-
Prélèvement sur le cheptel actualisé de l'étude	62 635	7360	450 800	-	-
Taux de prélèvement basé sur les chiffres de	99%	92%	98%	-	-
Taux de prélèvement basé sur ce rapport	159%	15%	46%		

Source: Calculés sur la base des statistiques des services vétérinaires et des des données de FAOSTAT

D'après le tableau 10 ci-dessus, les taux de consommation basés sur les chiffres d'abattage de la FAO indiquent une extraction maximale alors que ceux fondés sur le présent rapport indiquent les taux d'extraction qui sont plus élevés que ceux du cheptel. Les chiffres sur les cuirs et peaux commercialisés dans le tableau 11 ci-dessous 1 indiquent également que les taux d'extraction de peaux de bovins sont plus élevés que dans le cheptel. Ces taux élevés indiquent soit que certains animaux abattus sont transportés dans des pays voisins, soit que les statistiques officielles du cheptel sont largement sous-estimées. La première hypothèse est vraie puisque les estimations comprennent les peaux provenant d'un cheptel estimé à 18 322 têtes de bétail et 40 165 ovins et caprins importés vivants en provenance des pays voisins et abattus à Djibouti.

Tableau 11: Volumes de cuirs et peaux en 2014

	Bovins	Chame	Caprins	Porci	Volaille
2010	55000	-	398000	-	-
2011	55000	-	398000	-	-
2012	55000	-	409000	-	-
2013	55000	-	409000	-	-
Taux de prélèvement moyen de cuirs et peaux basé	55 000	14 475	503 500	-	-
Cheptel officiel de 2014	40 000	50 000	1 000 000	-	-
Cheptel actualisé de l'étude en 2013	62 635	7360	980 000		
Prélèvement sur le cheptel actualisé de l'étude	51 987	7360	450 800		
Taux de prélèvement moyen sur les chiffres de la	100%	-	50,35%	-	-
Taux de prélèvement basé sur les données de ce	83%	100%	46%		

Source: Département des Services Vétérinaires, MOLD, 2014; FAOSTAT, 2015

<sup>21</sup> Behnke et Muthami 2011 (p. 6) donnent une estimation de 15,25 kg pour la population du Kenya. Ceci est également proche de l'estimation semblable la plus récente de la FAOSTAT (2007) de 16,34 kg par habitant <http://faostat.fao.org/site/610/default.aspx#ancor>.

<sup>22</sup> Nous soutenons la prise en compte ce flux transfrontaliers dans le cadre de l'élevage à Djibouti, puisque leurs avantages économiques sont utilisées à Djibouti.

Ce rapport estime le de prélèvement petit des ruminants en 2013 à 450 800 têtes, un chiffre qui est légèrement inférieur aux volumes annuels moyens de la FAO prélèvements de petits de ruminants de 2010-14 et cette étude a estimé les volumes de prélèvement en 2013. Le prélèvement de bovins en 2013 a été estimé à 62 635 dans le présent rapport. Ce fut cependant inférieur aussi bien aux volumes annuels moyens de la FAO de prélèvements de peaux de bovins pour 2010 et 2013. Les différences observées entre les prélèvements dans l'étude et les estimations de la FAO relatifs aussi bien aux petits ruminants qu'au bétail dénotent de l'existence d'importations significatives de produits de l'élevage.

### **Production de lait et de produits laitiers**

Selon les estimations de l'étude, le lait de bovins contribue pour environ 15% de la production totale de lait, les chameaux et les chèvres contribuant respectivement pour 61% et 24%. Les prix du lait varient selon la saison, la localité, les espèces d'animaux et le canal de marketing ; la plupart des produits étant écoulés à travers les systèmes informels. Globalement, la production de lait constitue 22,8% de la valeur de la contribution de l'élevage au PIB agricole et le lait de chameau est le seul produit laitier le plus précieux de Djibouti contribuant 2,76 milliards FD (0,0156 milliards USD) en 2013.

### **Traction animale**

Il n'y a pas suffisamment de données sur la traction animale à Djibouti pour permettre une analyse économique ou même estimer la contribution de la traction animale à l'économie de Djibouti. Toutefois la contribution des ânes et des chameaux dans les services de transport de l'économie nationale était de 0,22 milliards FD (0,0012 milliards USD), équivalent à 1,2% du PIB agricole.

### **Autres remarques**

- a) La contribution de l'élevage aux secteurs non-agricoles de Djibouti est limitée. Tandis que l'élevage est essentiel pour les pasteurs nomades, l'économie de nationale n'en dépend pas beaucoup même si le bétail transitant par le pays pour l'exportation contribue de manière significative à l'économie.
- b) Cette étude repose en grande partie sur les estimations de la FAO et sur les statistiques officielles, les résultats indiquant les écarts, en grande partie en raison des différentes méthodes adoptées pour obtenir les estimations.
- c) Dans l'ensemble, bien qu'elle ne soit pas aussi élevée que sa contribution au plan national, la part des exportations de bétail est considérable. Bien qu'il soit évident que les mouvements transfrontaliers sont réguliers avec les pays voisins, cette étude n'a pas pu produire suffisamment de preuves sur l'ampleur du commerce transfrontalier informel d'animaux vivants. Avec une documentation adéquate, la contribution de l'élevage est susceptible de s'avérer plus élevée.

## **4.2 Recommandations**

- a) Le gouvernement de Djibouti devrait de toute urgence actualiser son cheptel en entreprenant un recensement rigoureux du bétail dans toutes ses régions.
- b) Le personnel du secteur de l'élevage et du Bureau national des statistiques doit être formé sur la procédure d'estimation de la valeur économique de l'élevage dans l'économie nationale en utilisant l'approche de production. A l'heure actuelle, il semble y avoir quelques limites techniques dans ce domaine, pourtant cette approche présente des avantages évidents par rapport à la méthode basée sur l'écoulement des produits de base.
- c) Une étude doit être menée pour chiffrer le niveau du commerce transfrontalier du bétail entre Djibouti et ses pays voisins. À l'heure actuelle, aucune donnée fiable n'est

disponible à cet égard, mais il est de notoriété publique que pour la plupart, le cheptel de Djibouti provient de ses frontières poreuses, plus particulièrement de la région Somali de l'Éthiopie.

- d) Une estimation des avantages et des coûts serait également nécessaire en ce qui concerne les systèmes de production de l'élevage pastoral en tenant compte du coût des pâturages, de l'eau, des soins vétérinaires etc. Pour le moment le gouvernement de Djibouti couvre la plupart de ces charges intermédiaires, notamment la santé animale et parfois l'alimentation.

## 5.0 BIBLIOGRAPHIE

- **Programme National Sécurité Alimentaire (2012-2017 (2))** : Ministère de l'Agriculture de l'Elevage République de Djibouti de la Pêche chargé des Ressources, Djibouti.
- Roy Behnke et al.,(2012): **La contribution de l'élevage à l'économie Djibouti** Document de Travail. IGAD Livestock Policy Initiative.
- Roy Behnke et al.,(2012): **La contribution de l'élevage à l'économie Djibouti** Document de Travail. IGAD Livestock Policy Initiative.
- **Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) (2014-2019\_08.2014)**: Ministère de l'Agriculture de l'Elevage République de Djibouti de la Pêche chargé des Ressources, Djibouti.
- FAWSNET (juillet 2012): **Market Data Update**.
- Vivien Knips (Septembre 2004): **Livestock Sector Report, Review of Livestock Sector in the Horn of Africa** (IGAD Counties).
- ANNEXE 2015: Livestock Sector Factsheet.
- Imperial College London. Livestock Production Programme (DfID) 2004): **Guide to indicators & methods for assessing the contribution of livestock keeping to livelihoods of the poor**.
- World Bank, FAO, ILRI, AU-IBAR with support from the Bill and Melinda Gates Foundation (2013): **Data and indicators for evidence-based livestock policies and investments: A strategic approach**.
- ANNEXE 2006: **Djibouti Food Security Update**.
- Martin Upton (2012): **Is Africa different? Economics of the livestock sector**.
- Jostling for Trade: **The Politics of Livestock Marketing on the Ethiopia – Somaliland Border**.
- Simpkin SP, (2005): **ICRS Livestock Study in the Greater Horn of Africa**.
- **Ministère de l'Agriculture de l'Elevage République de Djibouti de la Pêche chargé des Ressources, Direction de l'Elevage et des Services Vétérinaires (2014)**: Rapport d'activités.

## 6.0 ANNEXES

### Annexe 1: Termes de Référence de l'étude

#### Étude sur la contribution de l'élevage au PIB des Républiques de Djibouti, de la Somalie, du Sud Soudan et l'Érythrée

##### Contexte

En Afrique le bétail est essentiels pour les ménages pauvres. Les prévisions de la demande au plan international dans l'avenir pour les produits de l'élevage indiquent des opportunités considérables pour les producteurs africains. Cependant, bon nombre des problèmes liés à la production de bétail ne sont pas d'ordre techniques, mais ressortissent aux domaine complexe des politiques et des institutions. Le défi consiste à renforcer les capacité des gouvernements africains et des parties prenantes pour répondre à la nouvelle politique et aux défis institutionnels, au niveaux national et régional ainsi qu'au plan international. La possibilité de participer aux processus politiques est souvent limitée, et les défis sont nombreux, mais les impacts potentiels peuvent être significatifs. En abordant les problèmes politiques, il y a toujours un besoin de données factuelles pour les changements à opérer et la formulation de politiques.

Dans le cadre de la mise en œuvre du LPI de l'IGAD , des données ont été générées sur la contribution de l'élevage aux PIB de l'Éthiopie, du Kenya, du Soudan et de l'Ouganda. La valeur ajoutée révisée de l'élevage au PIB national allait, selon le pays en question, de 19% à 150% de plus que les estimations officielles pour 2009, et la valeur ajoutée en numéraire par l'élevage variait d'un plancher de plus d'un demi-milliard de dollars américains en Ouganda, à plus de quatorze milliards et demi de dollars américains pour le Soudan, soit au total plus de 23 milliards de dollars pour les quatre pays réunis. Cette nouvelle estimation régionale représente une augmentation de 37% de la valeur ajoutée par rapport aux estimations officielles combinés en 2009 pour les pays concernés.

##### Justification de l'étude portant sur la contribution de l'élevage au PIB

Il est clair que l'élevage constitue une activité très importante dans la région de l'Afrique de l'Est - beaucoup plus importante en fait, qu'on ne le pensait auparavant. Les spécialistes en élevage font souvent valoir que la production animale est sous-représentée dans les estimations du PIB des pays africains. En ce qui concerne l'Éthiopie, le Kenya, le Soudan et l'Ouganda, cette assertion a été confirmée. Cependant, la situation n'est pas totalement claire pour la région de l'IGAD puisque les études ne couvrent pas Djibouti, la Somalie, l'Érythrée et la République nouvellement indépendante du Sud-Soudan. Une estimation de la contribution de l'élevage dans ces États membres de l'IGAD permettra d'aider plus efficacement à la formulation des politiques en matière d'élevage dans ces pays.

##### **Objectif global:**

L'objectif majeur est la conduite de cette étude consultative sur la contribution de l'élevage aux PIB des Républiques de Djibouti, de Somalie, de l'Érythrée et du Soudan du Sud.

### **Objectifs Spécifiques:**

- i. Adoption d'une approche de production pour l'estimation de la contribution de l'élevage aux PIB agricoles respectifs des États membres de l'IGAD objets de l'étude

### **Résultats attendus**

La consultation permettra d'atteindre les résultats suivants:

- La production des estimations mises à jour des cheptels nationaux
- Un rapport complet sur la contribution de l'élevage aux PIB des Républiques de Djibouti, de Somalie, de l'Érythrée et du Soudan du Sud

### **Méthodologie**

Le consultant est tenu de proposer une méthodologie permettant de répondre aux objectifs généraux et spécifiques de la mission qui interviendra selon les termes de référence. L'approche devrait comporter, entre autres, les éléments suivants:

- Des propositions d'instruments de collecte de données et une méthodologie pour l'analyse des données
- Un chronogramme pour approbation
- Les documents pertinents w
- Un calendrier des réunions avec les organismes compétents dans les États membres

### **Durée de la consultation**

#### *Lieu et missions sur le terrain*

L'exercice comprend principalement la recherche documentaire, la recherche en ligne et des consultations en grande partie par échange de correspondances avec les pays membres spécifiés et les organisations régionales concernées. Le cas échéant, des excursions pourront être organisées dans les institutions concernées dans les pays cibles pour la collecte de données.

#### *Date de début et durée de la mission*

La durée de cette consultation est comprise entre 60 et 90 jours calendaires.

### **Profil:**

#### *Qualifications:*

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en élevage ou en agro-économie ou d'un diplôme équivalent avec une forte orientation dans les statistiques.

#### *Expérience spécifique*

Le candidat doit justifier:

- D'une expérience d'au moins 10 ans dans le développement du secteur de l'élevage en Afrique
- D'une expérience d'au moins 5 ans de travail dans le Bureau central des statistiques en particulier avec les systèmes de comptabilité nationale.

### **Rapports**

Le consultant est tenu de préparer les rapports techniques suivants en anglais / français:

#### *i. Rapport préliminaire (ICTR)*

Un rapport initial (TPIR) doit être produit dans les 5 jours suivant le début de la mission. Le TPIR ne dépassant pas 10 pages devrait comporter la méthodologie proposée,

le calendrier / chronogramme et le programme d'activités, les endroits à visiter, les personnes à rencontrer et un aperçu du contenu du rapport technique final.

*ii. Rapport technique intermédiaire (InTR)*

Le rapport technique intermédiaire est perçu comme le premier projet de rapport technique final (FTR), avant une copie claire finale du FTR sera formellement et officiellement présenté et soumis à l'approbation de L'ICPALD.

*iii. Rapport technique final (FTR)*

Le rapport technique final (FTR) devra prendre en compte des contributions et les observations pertinentes de l'IGAD et de l'ICPALD. Le projet de rapport final doit être présenté à la fin de la période d'exécution des tâches.

*iv. Présentation et approbation des rapports d'étape*

Trois copies des rapports d'activité mentionnés ci-dessus doivent être présentés à l'IGAD / ICPALS. Les rapports d'activité doivent être rédigés en anglais / français. L'IGAD / ICPALD est chargé de l'approbation des rapports d'étape.

